

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES

Séance plénière du 5 février 2026 à 10h00

« Niveau de vie, patrimoine, consommation et épargne des retraités »

<b>Document n° 8</b>
<i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i>

## **La consommation des retraités dans les enquêtes Budget de famille**

*Secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites  
à partir des documents n° 2 et 3 (notes Insee) de la séance de décembre 2019*



## La consommation des ménages retraités dans les enquêtes Budget de famille

Par rapport à leur revenu disponible, les ménages retraités ont consommé moins que l'ensemble de la population en 2017 comme en 2011. Cette sous-consommation ne semble pas liée à des contraintes financières qui obligeraient les retraités à se restreindre, mais plutôt à de moindres besoins ou envies de consommation. La propension des retraités à consommer tendrait toutefois à augmenter au fil du temps ou des générations.

Les ménages retraités ont des caractéristiques de consommation spécifiques, avec moins de charges de loyers (les trois quarts des retraités sont propriétaires), moins de dépenses tournées vers l'extérieur du logement (hôtels et restaurants, transports, habillement, etc.) et plus de charges liées à la vie au domicile (alimentation, charges liées au logement, chauffage, services domestiques, etc.). Ces spécificités s'accroissent chez les plus âgés.

Des différences de consommation marquées s'observent entre les retraités selon qu'ils soient propriétaires ou locataires de leur logement ainsi qu'en fonction de leur ancienne catégorie socio-professionnelle.

### L'enquête Budget de famille

L'enquête Budget de famille (BDF) vise à reconstituer la totalité des dépenses et des revenus des ménages résidant en France. Elle est menée auprès d'un échantillon de ménages ordinaires, c'est-à-dire ne vivant pas en collectivité ou en institutions (maisons de retraite, de repos, hôpitaux...). Les dépenses considérées correspondent à la consommation au sens de la comptabilité nationale : elles n'incluent pas les impôts et taxes, les remboursements d'emprunts, les aides versées à d'autres ménages, les gros travaux dans le logement, etc. Elles n'incluent pas non plus, contrairement à la comptabilité nationale, les consommations qui ne donnent pas lieu à une dépense effective de la part du ménage (loyers imputés aux propriétaires, dépenses de santé directement prises en charge par le système de santé, autoconsommation issue des jardins potagers, etc.).

Définie par un règlement européen et obligatoire, l'enquête Budget de famille est conduite dans l'ensemble des pays européens. En France, elle est réalisée par l'Insee. Les données collectées en 2016-2017 sont les dernières disponibles, la prochaine enquête menée en France sur le budget des familles sera réalisée en 2026.

Cette note reprend les statistiques sur la consommation des ménages retraités figurant dans une note de l'Insee<sup>1</sup> rédigée en 2019 pour le COR, ainsi que les résultats d'une étude économétrique réalisée également par l'Insee pour la séance d'octobre 2015 du COR<sup>2</sup>. Des travaux publiés plus récemment sur la consommation et l'épargne des ménages en 2022<sup>3</sup>, révisent la hiérarchie des dépenses des ménages essentiellement en accentuant le poids des dépenses liées au logement du fait notamment de l'intégration des loyers imputés aux ménages propriétaires. Ils confortent

<sup>1</sup> Voir le [document n° 2](#) du dossier de la séance du COR de décembre 2019, Demoly E., Schweitzer C., « Les retraités dans les enquêtes Budget de famille ».

<sup>2</sup> Voir le [document n° 3](#) du dossier de la séance du COR d'octobre 2015, Kranklader E., Buron M., Schreiber A., « La consommation selon l'âge et la génération ».

<sup>3</sup> Voir le document n° 13 du dossier de la séance du COR de janvier 2026, Consommation et épargne par catégories de ménages en 2022 – André M., Buresi G., « Les ménages les plus aisés épargnent un quart de leur revenu, les plus modestes n'épargnent pas », Insee Focus, n° 338, 2024.

l'existence de disparités de consommation entre les différentes catégories de ménages. Ces travaux s'appuient en très grande partie sur le modèle de microsimulation Ines, utilisant les résultats de l'enquête Budget de Famille 2017 pour les données de consommation privée et de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) 2020. Ils ne sont pas directement comparables à la série des données des enquêtes Budget de famille car ils relèvent de la méthode dite des « comptes nationaux distribués » (CND), qui relie les données individuelles de la statistique sociale aux agrégats macroéconomiques des comptes nationaux standard<sup>4</sup>.

## 1. Les ménages retraités consomment moins que l'ensemble des ménages

En France métropolitaine, en moyenne en 2017, les ménages dont la personne de référence est retraitée<sup>5</sup> ont consommé 22 740 € dans l'année contre 27 590 € pour l'ensemble des ménages<sup>6</sup>, soit un rapport de 82,4 % entre la dépense de consommation moyenne d'un ménage retraité et celle de l'ensemble des ménages, alors que le revenu moyen d'un ménage retraité représente 85,5 % du revenu moyen d'un ménage en France métropolitaine.

La faiblesse relative de la consommation moyenne des ménages retraités est surtout à rapprocher du fait que ces ménages sont de plus petite taille que la moyenne. Elle n'est pas liée à une faiblesse de leur niveau de vie - c'est-à-dire le revenu disponible par unité de consommation -, qui est proche de celui de l'ensemble de la population. Toutefois, même en neutralisant l'effet taille, en rapportant la consommation des ménages retraités au nombre d'unités de consommation (UC), la consommation des ménages retraités demeure inférieure à celle de l'ensemble des ménages : 17 300 €/UC contre 18 000 €/UC.

Entre 2011 et 2017, le niveau de consommation des retraités s'est légèrement rapproché de celui de l'ensemble des ménages, leur revenu disponible relatif ayant également progressé par rapport à celui de l'ensemble de la population sur la même période (voir tableau 1).

**Tableau 1 - Consommation et revenu moyens des ménages retraités en 2011 et 2017**

*exprimés en base 100 = ensemble de la population*

	2011	2017
Dépense de consommation totale par ménage (a)	80,3	82,4
Revenu disponible par ménage (b)	83,2	85,5
Consommation relative / revenu relatif (a) / (b)	<b>96,5%</b>	<b>96,4%</b>
<b>Indicateur de sous-consommation par rapport au revenu disponible</b> [1-consommation relative / revenu relatif (a) / (b)]	<b>3,5 pp</b>	<b>3,6 pp</b>

*Note : la consommation des ménages retraités exprimée en base 100 par rapport à celle de l'ensemble des ménages (a) rapportée à leur revenu disponible exprimé de la même manière (b) donne un ratio d'une valeur de 96,4 % en 2017. Dit autrement, la sous-consommation des ménages retraités relativement à leurs revenus est de 3,6 points de pourcentage par rapport à l'ensemble des ménages (100 %-96,4 %).*

*Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.*

*Source : Insee, enquêtes Budget de famille 2011 et 2017.*

<sup>4</sup> Voir André M., Buresi G., Martin H., Renaud T., Zylberberg P., « [Comptes nationaux par catégories de ménages : note méthodologique](#) », Insee, 2024.

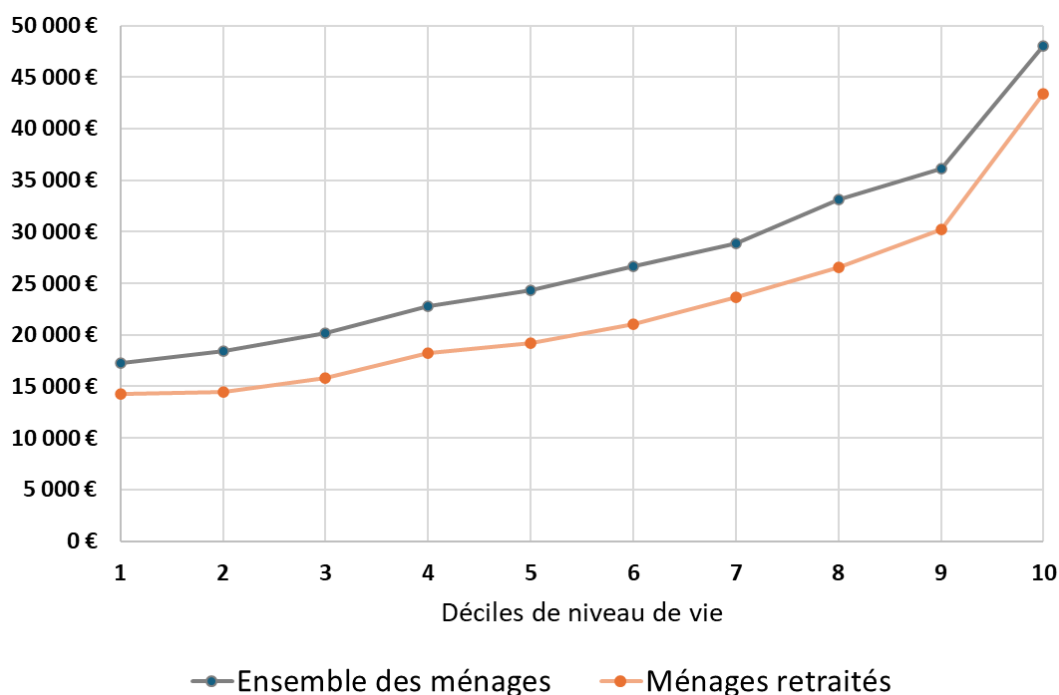
<sup>5</sup> Dans la suite du document, pour simplifier l'écriture, un « ménage dont la personne de référence est à la retraite » pourra également être désigné par « ménage retraité ».

<sup>6</sup> Voir le tableau A en [annexe](#).

Il est ainsi estimé qu'en 2017 les ménages retraités sous-consomment, relativement à leurs revenus, d'environ 4 points de pourcentage par rapport à l'ensemble des ménages. Cette estimation est comparable à celle obtenue en 2011. En remontant plus loin dans le passé, cette sous-consommation était plus marquée : de l'ordre de 10 pp au début des années 1990 et de 6 pp au début des années 2000<sup>7</sup>. Il semblerait ainsi que la propension à consommer des retraités ait eu tendance à augmenter au fil du temps ou des générations.

Comme pour l'ensemble des ménages, la consommation moyenne annuelle des ménages retraités est croissante avec le niveau de vie et l'écart est d'environ 30 000 € entre les ménages dont le revenu est supérieur au dixième décile et ceux dont le revenu est inférieur au premier décile. La sous-consommation des ménages retraités par rapport à l'ensemble des ménages s'observe sur l'ensemble des déciles de niveau de vie, l'écart étant toutefois moindre aux extrémités (déciles 1 et 10).

**Figure 1 - Consommation annuelle moyenne des ménages selon la situation de la personne de référence et le niveau de vie en 2017**



*Note : les seuils des déciles de niveau de vie sont calculés pour l'ensemble des ménages.*

*Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires*

*Source : Insee, enquêtes Budget de famille 2017*

Il convient de souligner que la sous-consommation des ménages les plus âgés semble aller de pair avec une situation financière ressentie comme relativement bonne. En 1995, les retraités se déclaraient plus souvent à l'aise financièrement que le reste de la population ; c'est encore le cas en 2017, surtout chez les plus âgés, mais ce phénomène est moins marqué que par le passé<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> voir le [document n° 2](#) de la séance du 17 septembre 2014.

<sup>8</sup> Voir le document n° 5 de la même séance, « Les opinions sur le niveau de vie des retraités ».

Ainsi, la sous-consommation des retraités ne semble pas liée à des contraintes financières qui les obligeraient à se restreindre, mais plutôt à de moindres besoins ou envies de consommation. Ce constat apparaît toutefois moins marqué pour les retraités actuels que pour les générations précédentes. L'érosion progressive du sentiment d'aisance financière des retraités depuis le milieu des années 1990 ne reflète pas tant l'évolution de leur niveau de vie relatif, qui est resté globalement stable<sup>9</sup>, mais plutôt une évolution des normes de consommation au fil des générations successives de retraités.

## **2. Les spécificités de la consommation des ménages retraités s'accroissent avec l'âge**

Les ménages retraités allouent une part plus importante de leurs dépenses aux charges liées à la vie au domicile. La part du budget consacrée à l'alimentation à domicile est plus élevée parmi les ménages dont la personne de référence est retraitée (19,5 %) que pour l'ensemble des ménages (16 %). Les parts du budget consacré aux meubles et à l'entretien courant de la maison, aux services domestiques (par exemple les aides ménagères) et aux assurances (incluses dans les biens et services divers) sont également supérieures à la moyenne parmi les ménages retraités (Figure 2).

Si les ménages retraités consacrent aux dépenses de logement une part proche de celle de l'ensemble des ménages, ils accordent une part plus importante à l'électricité et au gaz et moins aux loyers, les ménages retraités étant plus souvent propriétaires de leur logement.

À l'inverse, les ménages retraités comptent relativement moins de dépenses tournées vers l'extérieur du domicile. Ainsi les dépenses de restauration et d'hôtellerie, de transports et d'habillement occupent une place moindre dans la consommation des ménages retraités<sup>10</sup>.

Les spécificités de la structure des dépenses des ménages retraités sont accentuées au fil des âges et plus particulièrement chez les ménages retraités de plus de 75 ans (Figure 3).

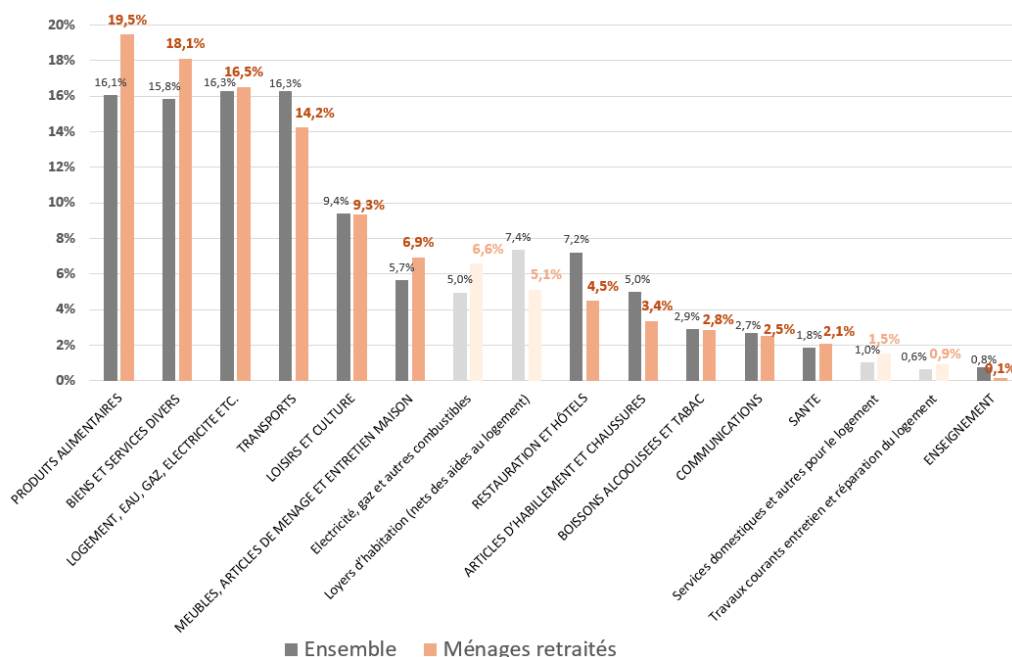
La part du budget consacré aux loisirs et à la culture des ménages retraités est proche de celle de l'ensemble des ménages (respectivement 9,3 % et 9,4 %). Elle est un peu plus faible à partir de 75 ans (8 %).

---

<sup>9</sup> Voir le [rapport annuel du COR 2025](#).

<sup>10</sup> Voir aussi figure A en [annexe](#).

**Figure 2 - Structure des dépenses de consommation selon la situation du ménage, en 2017**



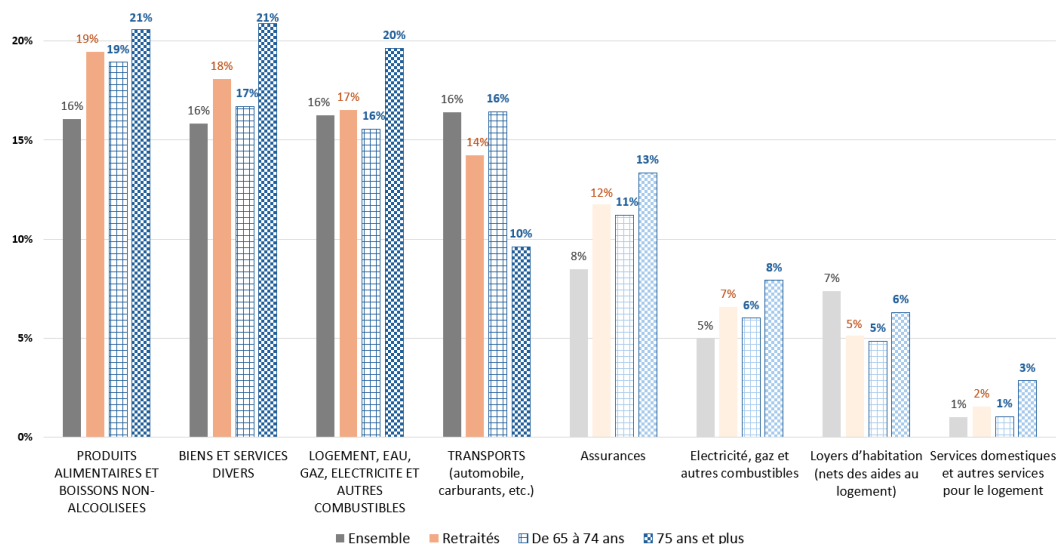
*Lecture : en 2017, le premier poste de dépenses des ménages dont la personne de référence est retraitée concerne les produits alimentaires et boissons non-alcoolisées, qui représentent 19,5 % de leur consommation totale contre 16,1 % en moyenne sur l'ensemble des ménages pour lesquels il est le 3<sup>ème</sup> poste de dépenses.*

*Notes : les sous-postes de dépenses sont écrits en minuscule et ont des bâtons grisés. Les retraités sont identifiés par la variable donnant la situation principale de la personne de référence du ménage de l'enquête BDF.*

*Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.*

*Source : Insee, enquête Budget de famille 2017, données provisoires.*

**Figure 3 - Part de certaines dépenses de consommation selon le statut et l'âge de la personne de référence en 2017**



*Lecture : en 2017, la part des dépenses de transports décroît avec l'âge de la personne de référence du ménage : de 16 % pour les ménages âgés entre 65 et 74 ans, comme pour l'ensemble des ménages, à 10 % pour ceux de 75 ans et plus (et 14 % pour les ménages retraités).*

*Notes : les sous-postes de dépenses sont écrits en minuscule et ont des bâtons grisés. Les retraités sont identifiés par la variable donnant la situation principale de la personne de référence du ménage de l'enquête BDF.*

*Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.*

*Source : Insee, enquête Budget de famille 2017, données provisoires.*

### 3. Des disparités de consommation entre retraités

Au-delà de l'âge de la personne de référence du ménage, de grandes disparités de consommation sont observées parmi les ménages retraités, notamment selon le statut d'occupation du logement ou selon l'ancienne catégorie socio-professionnelle de la personne de référence du ménage.

Les ménages retraités qui sont locataires de leur logement (24 % d'entre eux) ont une consommation annuelle nettement inférieure aux autres (18 620 € en moyenne contre 24 050 € pour les ménages retraités propriétaires).

Le logement pèse beaucoup plus dans le budget des ménages retraités locataires que dans celui de l'ensemble des ménages locataires (37 % de la consommation des ménages retraités locataires, contre 29 % pour l'ensemble des ménages locataires), au détriment par exemple des dépenses de transports, de restauration à l'extérieur et hôtellerie ou de loisirs et culture.

**Tableau 2 - Structure des dépenses de consommation selon la situation du ménage et le statut d'occupation du logement en 2017**

part de la consommation totale	Ensemble		Ménages retraités	
	Tous propriétaires	Tous locataires	Propriétaires retraités	Locataires retraités
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	17,3%	13,7%	19,9%	17,8%
<b>BIENS ET SERVICES DIVERS</b>	17,8%	12,2%	19,1%	13,9%
<b>TRANSPORTS</b>	18,0%	13,4%	15,5%	8,8%
<b>LOGEMENT, EAU, GAZ, ELECTRICITE ETC.</b>	9,5%	29,0%	11,5%	36,8%
<i>dont Loyers d'habitation (nets des aides au logement)</i>	0,3%	20,8%	0,1%	25,6%
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>	10,2%	7,9%	10,2%	5,7%
<b>MEUBLES, ARTICLES DE MENAGE ET ENTRETIEN MAISON</b>	6,7%	3,6%	7,6%	4,0%
<i>dont Services domestiques et autres pour le logement</i>	1,4%	0,3%	1,8%	0,6%
<b>RESTAURATION ET HÔTELS</b>	7,6%	6,5%	5,0%	2,5%
<b>ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES</b>	4,9%	5,2%	3,4%	3,0%
<b>BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC</b>	2,7%	3,2%	2,8%	3,1%
<b>COMMUNICATIONS</b>	2,5%	2,9%	2,5%	2,6%
<b>SANTE</b>	2,0%	1,6%	2,2%	1,7%
<b>ENSEIGNEMENT</b>	0,8%	0,7%	0,2%	0,1%
<b>DEPENSE TOTALE DE CONSOMMATION</b>	100%	100%	100,0%	100,0%
<i>Part des ménages</i>	61%	39%	76%	24%
<b>Dépenses totales de consommation, en moyenne en euros par an et par ménage</b>	<b>29 803 €</b>	<b>24 202 €</b>	<b>24 048 €</b>	<b>18 618 €</b>

*Note : les loyers pris en compte sont les loyers réels des locataires, les loyers imputés n'entrent pas dans le calcul. Les remboursements de prêts sont comptabilisés hors du champ de la comptabilité nationale. Le tableau est trié selon la part décroissante de consommation des retraités propriétaires.*

*Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.*

*Source : Insee, enquêtes Budget de famille 2017, données provisoires.*

Les niveaux et structures de consommation sont aussi très différents selon la catégorie socioprofessionnelle précédant la retraite de la personne de référence du ménage. Ainsi, les anciens cadres ou professions intermédiaires consomment en moyenne 11 000 € de plus par an que les anciens ouvriers ou employés. Ils consacrent une part plus faible de leur budget à l'alimentation et au logement au bénéfice de dépenses dédiées par exemple aux transports, aux loisirs et la culture ou la restauration extérieure et l'hôtellerie.



Si le niveau de consommation des ménages retraités anciennement exploitants agricoles est nettement inférieur à celui des anciens artisans, commerçants et chefs d'entreprises (16 220 € contre 24 930 €), leur structure de consommation est relativement proche. Les premiers accordent toutefois une part plus importante à l'alimentation au domicile et une part moindre aux dépenses à l'extérieur du domicile.

**Tableau 3 - Structure des dépenses de consommation des ménages retraités selon la catégorie socioprofessionnelle anciennement occupée en 2017**

<i>part de la consommation totale</i>	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres et professions intermédiaires	Employés et ouvriers
<b>PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	<b>21,0%</b>	<b>17,9%</b>	<b>18,6%</b>	<b>21,1%</b>
<b>BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,1%</b>
<b>ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,1%</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,0%</b>
<b>LOGEMENT, EAU, GAZ, ELECTRICITE ETC.</b>	<b>14,1%</b>	<b>16,8%</b>	<b>13,9%</b>	<b>20,2%</b>
<i>dont Loyers d'habitation (nets des aides au logement)</i>	<i>1,6%</i>	<i>4,5%</i>	<i>3,3%</i>	<i>7,8%</i>
<b>MEUBLES, ARTICLES DE MENAGE ET ENTRETIEN MAISON</b>	<b>6,4%</b>	<b>6,7%</b>	<b>8,1%</b>	<b>5,5%</b>
<i>dont Services domestiques et autres pour le logement</i>	<i>1,1%</i>	<i>1,6%</i>	<i>1,9%</i>	<i>1,0%</i>
<b>SANTE</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,1%</b>
<b>TRANSPORTS</b>	<b>14,3%</b>	<b>14,5%</b>	<b>15,7%</b>	<b>12,3%</b>
<b>COMMUNICATIONS</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,5%</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,9%</b>
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>	<b>7,8%</b>	<b>10,4%</b>	<b>10,3%</b>	<b>7,4%</b>
<b>ENSEIGNEMENT</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,1%</b>
<b>RESTAURATION ET HÔTELS</b>	<b>1,8%</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,1%</b>	<b>3,4%</b>
<b>BIENS ET SERVICES DIVERS</b>	<b>25,4%</b>	<b>18,7%</b>	<b>17,3%</b>	<b>18,8%</b>
<b>DEPENSE TOTALE DE CONSOMMATION</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
<b>Dépenses totales de consommation, en moyenne en euros par an et par ménage</b>	<b>16 223 €</b>	<b>24 935 €</b>	<b>28 555 €</b>	<b>17 755 €</b>

Notes : les retraités sont identifiés par la variable donnant la situation principale de la personne de référence du ménage de l'enquête Budget de famille.

Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.

Source : Insee, enquête Budget de famille 2017, données provisoires.

### **L'impact sur la consommation des ménages retraités de leur âge et de leur génération**

En s'intéressant au niveau de consommation d'un ménage et à la structure des produits qu'il consomme, la question se pose de savoir si la diversité observée tient plus à la transformation des besoins au fil des âges de la vie, ou bien au fait que les individus nés à des époques différentes sont marqués par des contextes socioéconomiques qui influencent durablement leurs choix de consommation. Le premier de ces effets est appelé dans la littérature économique « effet d'âge » sur la consommation, le second « effet de génération ». Une enquête de consommation réalisée à une seule date ne permet pas de distinguer ces deux effets, puisque les personnes d'un âge donné y sont toutes de la même génération. En revanche, plusieurs enquêtes de consommation successives permettent, sous certaines hypothèses, de séparer ces deux effets, car l'observation de la consommation au même âge de plusieurs générations devient possible.

L'Insee a réalisé une telle étude économétrique en mobilisant les données des sept enquêtes Budget de famille réalisées entre 1979 et 2011, afin d'identifier les effets d'âge et de génération sur la consommation des retraités. En pratique, toutes les générations n'étant pas observées sur l'ensemble des sept enquêtes Budgets de famille, les auteurs estiment que les effets d'âge sont probablement mieux identifiés et que les effets de génération recouvrent pour une grande part des effets de période<sup>1</sup> (ex : année très froide, crise économique, innovations technologiques, etc.).

L'étude met ainsi en évidence les effets suivants :

- **effets d'âge** : à niveau de vie égal, la dépense totale de consommation diminue à partir de 60 ans au fur et à mesure que le ménage avance en âge. Cette diminution concerne notamment l'alimentation, l'habillement, l'équipement du logement, les transports, les loisirs et la culture et les hôtels-café-restaurants. À l'inverse, les dépenses de services à domicile augmentent après 60 ans et celles d'énergie domestique à partir de 75 ans.
- **effets de génération** : à niveau de vie et à âge égal, la dépense totale de consommation d'un ménage augmente au fil des générations, jusqu'à la génération 1930 environ, avant de se stabiliser pour les générations plus récentes. Cette augmentation concerne en particulier les loyers et charges afférentes et les transports. À l'inverse, sont en baisse, génération après génération, les dépenses d'habillement, d'alimentation et, à partir des générations 1940, celles d'alcool, d'énergie domestique, d'équipement de la maison et de services à domicile. Les dépenses de communication connaissent une augmentation croissante à partir des générations 1930 qui s'accélère jusqu'aux générations les plus récentes.

Il faut noter que ces effets sont estimés à niveau de vie égal (à revenu et taille de la famille identiques). Ils ne résultent ni de la progression du niveau de vie au fil des générations, ni des variations du niveau de vie lors du passage à la retraite puis au cours de la retraite.

La moindre propension à consommer des ménages âgés ou des anciennes générations implique que leur revenu, dès lors qu'il n'est pas consommé, est davantage épargné ou versé à leurs descendants sous forme d'aides financières<sup>2</sup>.

*(1) Effet d'âge, effet de génération et effet de période ne peuvent pas être identifiés tous les trois simultanément dans le modèle puisque l'âge et la génération déterminent l'année d'observation.*

*(2) Ces aides financières versées par les ménages représentent en 2017 un montant annuel total de 37,7 Md€. Elles apportent une aide financière à un autre ménage, soit en lui transférant de l'argent, soit en prenant certaines de ses dépenses en charge. Ces aides entre ménages sont dispensées principalement au sein des familles et plus particulièrement des ascendants vers les descendants. In Moreau S., « Les enfants et petits-enfants, principaux bénéficiaires de la solidarité financière entre ménages », Insee Focus n° 319, 2024, Document n° 15 de la même séance.*

*Source : Kranklader E., Buron M., Schreiber A., « La consommation selon l'âge et la génération », Note Insee rédigée pour le dossier de la séance du COR d'octobre 2015 ([document n° 3](#)).*

## Annexe

**Tableau A - Dépenses de consommation moyennes,  
selon la situation de la personne de référence du ménage en 2017**

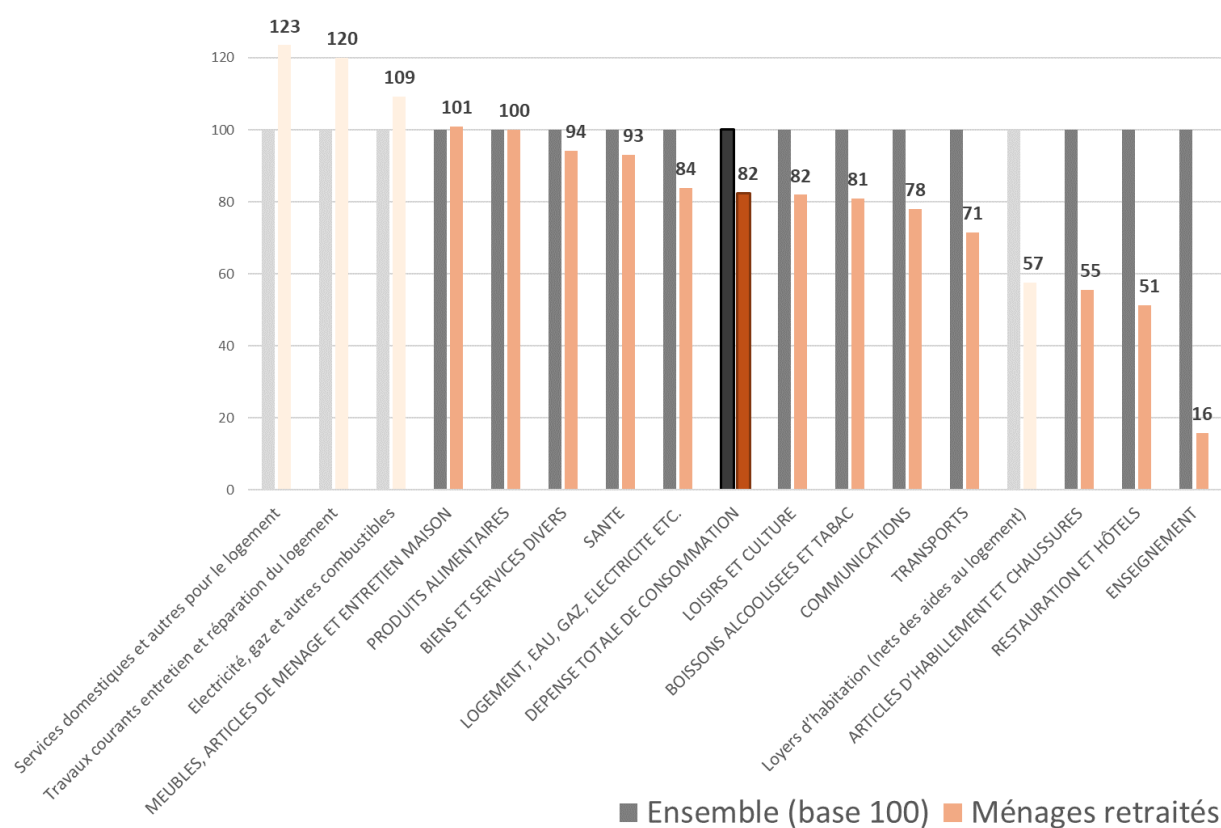
Consommation moyenne en 2017, en euros par an et par ménage	2017	
	Ensemble des ménages	Ménages retraités
<b>01 - PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON-ALCOOLISEES</b>	<b>4 429</b>	<b>4 428</b>
<b>02 - BOISSONS ALCOOLISEES ET TABAC</b>	<b>797</b>	<b>644</b>
<b>03 - ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES</b>	<b>1 378</b>	<b>764</b>
<b>04 - LOGEMENT, EAU, GAZ, ELECTRICITE ET AUTRES COMBUSTIBLES</b>	<b>4 488</b>	<b>3 759</b>
<i>dont 041 - Loyers d'habitation (nets des aides au logement)</i>	<i>2 032</i>	<i>1 168</i>
<b>05 - MEUBLES, ARTICLES DE MENAGE ET ENTRETIEN COURANT DE LA MAISON</b>	<b>1 562</b>	<b>1 575</b>
<b>06 - SANTE</b>	<b>510</b>	<b>474</b>
<b>07 - TRANSPORTS (automobile, carburants, etc.)</b>	<b>4 526</b>	<b>3 234</b>
<b>08 - COMMUNICATIONS</b>	<b>734</b>	<b>573</b>
<b>09 - LOISIRS ET CULTURE (audiovisuel, livres et journaux, sport)</b>	<b>2 590</b>	<b>2 122</b>
<b>10 - ENSEIGNEMENT</b>	<b>215</b>	<b>34</b>
<b>11 - RESTAURATION ET HÔTELS</b>	<b>1 992</b>	<b>1 019</b>
<b>12 - BIENS ET SERVICES DIVERS</b>	<b>4 371</b>	<b>4 117</b>
<b>DEPENSE TOTALE DE CONSOMMATION</b>	<b>27 592</b>	<b>22 742</b>

*Lecture : en 2017, les ménages dont la personne de référence est retraitée ont dépensé en moyenne 4 428 € en produits alimentaires et boissons non-alcoolisées, montant similaire à la moyenne sur tous les ménages (4 429 €).  
Note : les retraités sont identifiés par la variable donnant la situation principale de la personne de référence du ménage de l'enquête Budget de famille.*

*Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.*

*Source : Insee, enquête Budget de famille 2017, données provisoires.*

**Figure A - Dépenses des ménages retraités comparées à celles de à l'ensemble des ménages en 2017 (base 100)**



*Notes : les sous-postes de dépenses sont écrits en minuscule et ont des bâtons grisés. Les retraités sont identifiés par la variable donnant la situation principale de la personne de référence du ménage de l'enquête BDF.*

*Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires.*

*Source : Insee, enquête Budget de famille 2017, données provisoires.*